

COMMISSARIAT DE POLICE
CENTRAL DE ROUEN
9, RUE BRISOUT DE BARNEVILLE
76000 ROUEN
Tel : 02 32 81 25 00
Fax : 02 35 72 99 96

RECEPISSE DE DECLARATION

Madame BELLEVILLE valérie

née le 25/09/1973 à YVETOT (SEINE MARITIME) , de nationalité FRANCAISE,
FONCTIONNAIRE, employeur : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ALIMENTATION à ROUEN 76000 (SEINE MARITIME) ,
Demeurant : AV DU GRAND COURS à ROUEN 76000 (SEINE MARITIME)
Précisions : Direction Départementale de la protection des populations
Communication électronique demandée : NON

a déclaré avoir été victime de l'infraction suivante :
OUTRAGE A UNE PERSONNE CHARGEE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC

survenue

Le 28/09/2017 à 13:55 (JEUDI)

12, RUE DU MANOIR QUEVAL au PETIT-QUEVILLY (SEINE MARITIME)

Précisions : Association Les P'tites Pattes 76

VEHICULE :

MODE D'OPERER :

PREJUDICES :

Butin : Aucun

Dégâts : Aucun

Préjudice :

Plainte déposée le 04 octobre 2017 sous le numéro de P. V. : n°2017/029343

Objets signalés :

Article 441-6 du Code Pénal

*Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 Euros d'amende.
Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.*

Fait à ROUEN, le 04 octobre 2017

POUPION MICKAEL
AGENT DE POLICE JUDICIAIRE



DEPOT DE PLAINTE CONTRE X

Date de dépôt de plainte : 04/10/2017
Nom et prénom du plaignant : Madame BELLEVILLE valérie
Objet de la plainte : OUTRAGE A UNE PERSONNE CHARGÉE
D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC
Date des faits : Le 28/09/2017 à 13:55
Service : COMMISSARIAT DE POLICE CENTRAL DE
ROUEN
9, RUE BRISOUT DE BARNEVILLE
76000 ROUEN
Tel : 02 32 81 25 00
Fax : 02 35 72 99 96

INFORMATION SUR LES DROITS DES VICTIMES

Vous avez été victime d'une infraction pénale. Cette note est destinée à vous informer sur le contenu et les conditions d'exercice de vos droits.

Dès votre dépôt de plainte et à tous les stades de la procédure :

Interprète - traduction

Vous pouvez bénéficier d'un interprète qui vous assistera au cours de la procédure et qui vous traduira les informations relatives à l'exercice de vos droits.

Accompagnement au cours de la procédure

Si vous êtes mineur(e) ou majeur(e) protégé(e), vous pouvez être accompagné(e) à tous les stades de la procédure par votre représentant légal et par une personne majeure de votre choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente.

Adresse de domicile

Vous pouvez déclarer comme domicile l'adresse d'un tiers, sous réserve de son accord exprès.

AVOCAT

Vous pouvez vous faire assister ou représenter par un avocat.

Vous pouvez choisir vous-même votre avocat ou demander qu'il vous en soit désigné un par le bâtonnier de l'ordre. Si vous souhaitez qu'il vous en soit désigné un par le bâtonnier, vous devez l'indiquer à l'officier ou l'agent de police judiciaire qui a reçu votre plainte.

Les frais d'avocat seront à votre charge, sauf si vous êtes dans l'un des cas exposés ci-dessous :

1- Si vous êtes victime ou ayant droit d'une personne victime d'un crime d'homicide volontaire, de tortures, de violences aggravées ayant entraîné la mort ou une infirmité permanente, de viol, ou d'infractions terroristes, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, les frais d'avocat étant alors pris en charge par l'Etat.

2- Si vous êtes victime ou ayant droit d'une personne victime d'une autre infraction :

- vos revenus mensuels sont inférieurs au plafond fixé par la loi (941 euros pour l'aide juridictionnelle totale, 1 411 euros pour l'aide juridictionnelle partielle, augmentés de 169 euros pour une personne à charge, 339 euros pour deux personnes à charge et de 107 euros par personne à charge en plus), vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, les frais d'avocat étant alors pris en charge en tout ou partie par l'Etat.
- vous avez souscrit un contrat d'assurance de protection juridique : vous devez prendre immédiatement contact avec votre assureur qui vous indiquera les démarches à effectuer.

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser au bureau d'aide juridictionnelle dont les coordonnées sont précisées ci-dessous :

Permanence gratuite des avocats

Des consultations gratuites sont organisées par l'ordre des avocats :

ORDRE DES AVOCATS, 6 allée Eugène Delacroix 76000 ROUEN, tel : 02. 32. 08. 32. 70

SUITE DE LA PROCEDURE

L'enquête effectuée sur l'infraction dont vous avez été victime sera transmise au procureur de la République qui peut donner différentes suites à la procédure :

1 / Poursuites

Le procureur de la République peut décider d'exercer des poursuites en saisissant directement une juridiction de jugement ou en ouvrant une information judiciaire devant le juge d'instruction.

2 / Alternative aux poursuites

Le procureur de la République peut proposer à l'auteur des faits une mesure qui débouchera sur un classement sans suite si elle est correctement exécutée. La réparation du préjudice que vous avez subi sera prise en compte dans les obligations qui seront imposées à l'auteur des faits. Si le procureur décide une mesure de médiation pénale ou de composition pénale, vous en serez avisé et vous pourrez demander à un avocat de vous assister.

3 / Classement sans suite

Le procureur de la République peut enfin décider de classer l'affaire pour des motifs juridiques ou des motifs d'opportunité liés par exemple aux conditions de commission de l'infraction ou au degré de gravité des faits. Si l'affaire est classée sans suite, vous en serez informé par un courrier ou par mail ou SMS (voie électronique) si vous y avez préalablement consenti, qui vous indiquera le motif du classement sans suite et vous expliquera quels sont vos droits dans cette situation.

MESURES DE PROTECTION

Victimes de violences conjugales
commises au sein du couple
ou par un(e) ancien(ne) conjoint(e), concubin(e)
ou partenaire lié(e) par un pacte civil de solidarité
Victimes de violences ou de menaces de mariage forcé

Si vous craignez pour votre sécurité ou celle de votre ou de vos enfants, vous pouvez saisir le juge aux affaires familiales, lequel, après examen des faits et débat contradictoire, pourra délivrer en urgence une ordonnance de protection imposant certaines obligations ou interdictions à l'auteur des faits, ou statuant sur l'attribution du logement ou l'autorité parentale.

Cette ordonnance de protection a une durée maximale de validité de 6 mois, susceptible d'être prolongée si durant ce délai, une requête en divorce ou en séparation de corps est déposée ou si le juge aux affaires familiales est saisi d'une requête relative à l'exercice de l'autorité parentale.

CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE - REPARATIONS

Vous pouvez obtenir réparation de votre préjudice par l'indemnisation de celui-ci ou par tout autre moyen adapté y compris, s'il y a lieu, bénéficier d'une mesure de justice restaurative.

Pour obtenir réparation du préjudice subi, vous êtes en droit de vous constituer partie civile afin de demander des dommages et intérêts à l'auteur de l'infraction.

Votre demande de dommages et intérêts peut être recueillie par procès-verbal lors de votre audition par les services d'enquête si le procureur de la République donne son accord. Celle-ci vaudra constitution de partie civile à condition que le procureur de la République décide d'engager des poursuites. Si votre demande paraît manifestement inférieure au préjudice que vous avez subi et si cet accord n'a pas été donné, ce magistrat vous permettra de reformuler votre demande. Vous en serez alors avisé.

Lors de votre constitution de partie civile, vous pouvez déclarer soit votre adresse personnelle, soit l'adresse d'un tiers, sous réserve de son accord exprès. Vous devrez signaler au procureur de la République, par lettre recommandée avec accusé de réception, tout changement de votre adresse déclarée. Toute notification faite à la dernière adresse déclarée sera réputée faite à votre personne. En cas de non déclaration de changement d'adresse, vous ne pourrez pas faire opposition à la décision qui vous concerne pour défaut de notification.

Si une information est ouverte par le procureur de la République, votre constitution de partie civile sera possible à tout moment devant le juge d'instruction. Ce magistrat vous en informera personnellement.

Si votre plainte n'est pas suivie d'une constitution de partie civile, vous pouvez demander à être informé(e) par tout moyen de la suite réservée à votre plainte auprès du procureur de la République.

Vous pouvez également vous constituer partie civile lors de la citation directe de l'auteur des faits devant la juridiction compétente.

Si l'affaire est audenciée devant le tribunal correctionnel, le tribunal pour enfants ou le tribunal de police, vous serez avisé(e) de la date d'audience et vous pourrez vous constituer partie civile¹ :

- soit en personne, en vous rendant au greffe du tribunal avant l'audience pour faire une déclaration ou en vous présentant au début de l'audience avec les pièces justificatives de votre préjudice ;
- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie en utilisant le formulaire ci-joint qui doit parvenir au tribunal vingt-quatre heures au moins avant la date d'audience, en joignant les pièces justificatives de votre préjudice ;
- soit par l'intermédiaire d'un avocat.

(1) Attention : si vous avez subi un préjudice corporel qui a fait ou fera l'objet de versements (remboursements de frais pharmaceutiques, frais d'hospitalisation, arrêt de travail) par les organismes de sécurité sociale (caisse primaire d'assurance maladie, mutualité sociale agricole, etc...), vous devez faire convoquer cet organisme à l'audience au moins 15 jours avant la date d'audience. Il vous appartient d'adresser à cet organisme social une lettre recommandée avec accusé de réception en lui indiquant que vous l'appellez "en déclaration de jugement commun" et lui précisant votre numéro d'immatriculation à la sécurité sociale. Vous pouvez également vous adresser à un huissier de justice.

AIDE AUX VICTIMES

Association ou service d'aide aux victimes

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires et être aidé dans vos démarches par l'association ou le service d'aide aux victimes suivant :

AIDE AUX VICTIMES, 1 RUE GUILLAUME LE CONQUERANT, tel : 02 35 70 10 20
permanence : ts les jrs 10h30-12h00/16h30-18h00

Commission d'indemnisation des victimes d'infractions pénales (CIVI)

Indépendamment de la décision du procureur de la République, vous pouvez dans les cas précisés ci-dessous demander à être indemnisé(e) de votre préjudice par la commission d'indemnisation des victimes d'infractions pénales (C.I.V.I.). Cette indemnisation est versée par l'Etat au titre de la solidarité nationale.

1) Une indemnité peut vous être accordée sans condition de ressources pour les infractions suivantes :

- infraction ayant causé la mort, une incapacité permanente, ou une incapacité totale de travail égale ou supérieure à un mois (hors accidents de la circulation routière ou de chasse) ;
- viol, agression sexuelle, atteinte sexuelle commise sans violence, contrainte, menace ou surprise sur un mineur de 15 ans, ou par une personne ayant autorité sur un mineur de plus de 15 ans, esclavage et traite des êtres humains.

2) Pour les infractions de vol, escroquerie, abus de confiance, extorsion de fonds, destruction, dégradation ou détérioration d'un bien, ou d'une infraction ayant causé une incapacité de travail de moins d'un mois, la C.I.V.I. peut également vous permettre d'obtenir une indemnisation, mais la loi impose des conditions de ressources, le fait que vous soyez dans l'impossibilité d'obtenir une réparation de la part d'une assurance ou d'un autre organisme et exige l'existence d'une situation matérielle ou psychologique grave.

Vous pouvez saisir la C.I.V.I. par simple courrier envoyé à l'adresse suivante :

Service d'aide au recouvrement des victimes d'infractions (SARVI)

Si vous ne pouvez pas bénéficier de l'indemnisation versée par la C.I.V.I. (conditions non remplies ou demande rejetée), vous pouvez, sous les conditions suivantes, saisir le service d'aide au recouvrement des victimes d'infractions (SARVI) :

- la plainte que, vous, victime personne physique, avez déposée, doit avoir abouti au prononcé d'une décision d'un tribunal pénal accueillant votre constitution de partie civile, condamnant l'auteur des faits à vous verser des dommages et intérêts, et, éventuellement, à vous rembourser tout ou partie des frais de procédure ;
- le jugement doit être définitif (non susceptible de recours) ;
- au terme des deux mois suivant la date à compter de laquelle ce jugement est devenu définitif, la personne condamnée ne vous a versé qu'une partie, voire aucune des sommes allouées par le tribunal pénal.

Vous devez saisir le SARVI dans l'année à compter de laquelle le jugement, prononcé en votre faveur, est devenu définitif, ou, si vous aviez préalablement effectué une demande d'indemnisation auprès de la CIVI, dans l'année à compter de la date de notification de rejet de votre demande.

Si le montant des sommes accordées par le tribunal est inférieur ou égal à 1000 euros, vous pourrez être intégralement payé.

Si ce montant est supérieur à 1000 euros, vous recevrez une avance d'un montant compris entre 1000 et 3000 euros.

Ces sommes sont versées par le fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI) qui gère le SARVI.

Vous devez adresser votre demande d'indemnisation au

**FONDS DE GARANTIE - SARVI
TSA 10316
94689 VINCENNES cedex.**

Pour tout renseignement complémentaire et retrait du formulaire de demande d'indemnisation, vous pouvez consulter le site internet FGTI-SARVI ou vous adresser aux mairies ou aux maisons de Justice et du droit.

**Juge délégué aux victimes
(JUDEVI)**

Si votre plainte donne lieu au prononcé d'une sanction, vous pouvez saisir le juge délégué aux victimes, magistrat chargé de veiller au respect de l'exécution des décisions de justice, présent au sein de chaque tribunal de grande instance.

CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

A adresser par lettre recommandée ou par télécopie au tribunal ou à remettre au greffe.

Adresse du tribunal :
.....
.....
n° de télécopie :
.....

Je soussigné(e)
.....
agissant en mon nom personnel (1)
agissant au nom de mon enfant mineur (1)
agissant en qualité de tuteur de (1)
Déclare me constituer partie civile contre :

-
-
-
dans l'affaire qui doit être examinée par le tribunal
à l'audience du.../.../..., à... heures....
pour les faits de (Précisez les infractions dont vous avez été victime) :
-
-
-

Je demande au tribunal de condamner la (ou les) personne(s) désignée(s) ci-dessus à me payer les sommes suivantes en réparation du préjudice subi :

- Euros, en réparation du préjudice matériel (1)
- Euros, en réparation du préjudice moral (1)

Soit la somme totale de..... Euros.

Je demande en outre la restitution du (ou des) objet(s) dérobé(s) (1).

Je demande au tribunal de condamner l'intéressé(e) [ou les intéressé(e) s] à me payer la somme de
..... Euros, en remboursement des frais exposés lors de cette procédure (1).

Pour justifier le préjudice subi,
- je joins les documents suivants (1) :

-
-
-
-

- je souhaite compléter l'information du tribunal par les explications ci-jointes (sur feuille libre à joindre) (1).

Fait à....., le.....

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles

REPUBLIQUE FRANCAISE MINISTERE DE L'INTERIEUR DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE DIRECTION CENTRALE DE LA SECURITE PUBLIQUE ----- COMMISSARIAT DE POLICE CENTRAL DE ROUEN 9, RUE BRISOUT DE BARNEVILLE 76000 ROUEN Tel : 02 32 81 25 00 Fax : 02 35 72 99 96 Code INSEE : 76540	<h1 style="text-align: center;">COMPTE RENDU</h1> <h2 style="text-align: center;">D'INFRACTION INITIAL</h2> <h3 style="text-align: center;">PV n° 00288/2017/029343</h3>	F - VICTIME/DECLARANT
---	--	------------------------------

VICTIME	Madame BELLEVILLE valérie née le 25/09/1973 à YVETOT (SEINE MARITIME) , de nationalité FRANCAISE, FONCTIONNAIRE, employeur : MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION à ROUEN 76000 (SEINE MARITIME) , Demeurant : AV DU GRAND COURS à ROUEN 76000 (SEINE MARITIME) Précisions : Direction Départementale de la protection des populations Communication électronique demandée : NON		
Préjudice	Butin : Aucun	Dégâts : Aucun	Préjudice :
INFRACTION(S)	OUTRAGE A UNE PERSONNE CHARGEE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC		
FAIT			
Date/Lieu	Le 28/09/2017 à 13:55 (JEUDI) 12, RUE DU MANOIR QUEVAL au PETIT-QUEVILLY (SEINE MARITIME) Précisions : Association Les P'tites Pattes 76		
Véhicule			
Personnes remarquées	2 individus dont 1 homme(s), 1 femme(s)		
Manière d'opérer			
Mobile	ACTE GRATUIT		

OBJET :
P. V. : n°2017/029343

Affaire contre GALLO David

 Pièces jointes :
 Scellés : non

 Transmis à Monsieur le Procureur de
 la République TGI ROUEN
 LEGRAND Caroline
 COMMISSAIRE DE POLICE
 Le :

PROCES-VERBAL

 L'an deux mil dix-sept,
 Le quatre octobre, à quinze heures quarante deux

 Nous, MICKAEL POUPION
 BRIGADIER DE POLICE
 En fonction METROPOLE NORD UIAAP GSP SOTTEVILLE

AGENT DE POLICE JUDICIAIRE en résidence CSP ROUEN ELBEUF

--- Nous trouvant au service,
 --- Agissant en matière d'enquête préliminaire,
 --- Vu les articles 75 et suivants du Code de procédure pénale, ---
 --- Agissant conformément aux instructions permanentes reçues de notre
 hiérarchie,---
 --- Constatons que se présente devant nous la personne ci-dessus dénommée qui
 nous déclare les faits suivants :---
 --- SUR LES FAITS :---
 --- "Le 28 septembre 2017 vers 13h55, je me suis rendue en compagnie de mon
 chef de service VINCENT Arnaud au 12 rue du Manoir Queval sur la commune de
 Le Petit Quevilly pour une inspection des locaux et pensionnaires de l'association
 "Les p'tites Pattes 76".---
 --- Je précise que je suis fonctionnaire au Ministère de l'Agriculture et de
 l'Alimentation, je vous présente ma carte professionnelle.---
 --- L'association "Les P'tites Pattes 76 recueille des chats abandonnés.---
 --- Dès notre arrivée, monsieur GALLO David qui était énervé m'insulté en ces
 termes "elle c'est une salope" puis "connasse".---



--- Nous étions accompagnée de la Police Municipale de Petit Quevilly, ces derniers ont discuté avec monsieur GALLO David qui s'est un peu calmé.---

--- Nous avons continué notre inspection.---

--- Je tiens à préciser que lors de la précédente visite, Monsieur GALLO David m'avait attrapé violement par le bras car il était énervé.---

--- Je dépose plainte contre GALLO David pour les faits relatés ci-dessus.---

--- Je prends acte des dispositions de l'article 10-2 du Code de Procédure Pénale et je me réserve le droit d'y recourir.---

--- Je n'ai rien d'autre à ajouter."---

--- Après lecture faite personnellement, la déclarante persiste et signe avec nous le présent procès verbal.---

La Déclarante

L'Agent de Police Judiciaire

